

AUTONOMIE ALIMENTAIRE

« Monsieur Macron, libérez la compétitivité agricole »

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

🕒 22.04.20

coronavirus (/tag/coronavirus)



À la fin des années 1990, le solde commercial de la France en volaille était d'un milliard d'euros ; en 2018 il était de -500 millions d'euros (source : Itavi). © Jerome CHABANNE/GFA

Emmanuel Macron part aujourd'hui en Bretagne remercier le monde agricole. Lundi, plusieurs organisations agricoles et agroalimentaires bretonnes lui ont demandé par écrit de tout mettre en œuvre pour garantir la souveraineté alimentaire de la France.

« Nous célébrons les personnels soignants mais aussi les agriculteurs, les salariés des entreprises et de la distribution, les artisans et commerçants qui sont au cœur de la souveraineté alimentaire de notre pays. » C'est par ces mots que cinq organisations agricoles et agroalimentaires, basées en Bretagne (1), interpellent **Emmanuel Macron**, dans un courrier daté du lundi 20 avril 2020.

Ainsi, après avoir rappelé le stress « imposé par **la crise sanitaire** » à la filière alimentaire française, ces organisations se félicitent de sa « robustesse et de sa résilience ». Mentionnant un **sondage Odoxa-Comfluence** réalisé les 8 et 9 avril 2020, elles soulignent que « 93 % des Français attendent du **président de la République** et du gouvernement qu'ils garantissent l'autonomie alimentaire de la France ».

« Garantir l'autonomie alimentaire »

« La crise actuelle nous rappelle toute l'importance pour la France de disposer d'un appareil productif alimentaire performant et compétitif », précisent ces cinq organisations qui insistent sur la nécessité de garantir l'autonomie alimentaire de la France.

Elles regrettent donc que cela ne soit plus « une réalité dans notre pays », en témoignent les soldes de balances commerciales, avec notamment un **déficit de 400 millions d'euros pour la viande bovine** en 2018 (source : GEB **Institut de l'élevage**). « En porc et volaille, les soldes se dégradent de façon continue depuis vingt ans : respectivement 100 millions d'euros et un milliard d'euros à la fin des années 1990, à près de -400 millions d'euros et -500 millions d'euros en 2018 (sources : **Ifip** et **Itavi**) », ajoutent-elles.

Il n'y a pas de système « unique de production »

Les cinq organisations bretonnes dénoncent donc tout ce qui « fragilise » l'appareil productif alimentaire de la France, et notamment « la tendance à l'abandon en rase campagne de notre autonomie alimentaire pour prioriser d'autres choix politiques ».

Elles déplorent donc la tendance aux « discours bien pensants et aux programmes électoraux prometteurs, reléguant les enjeux alimentaires aux seules injonctions de montée en gamme ».

« Il n'y a pas plus de système unique de production qu'il n'y a de besoin unique des populations », énoncent-elles.

> À lire aussi : [Consommation : le coronavirus a bouleversé les circuits de distribution](http://www.lafranceagricole.fr/actualites/gestion-et-droit/consommation-le-coronavirus-a-bouleverse-les-circuits-de-distribution-1,13,1055727837.html) (<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/gestion-et-droit/consommation-le-coronavirus-a-bouleverse-les-circuits-de-distribution-1,13,1055727837.html>) (14/04/2020)

La crise impose « un retour brutal des priorités »

« La question est de savoir si l'alimentation des **67 millions de Français** est stratégique pour notre pays, ou non », ajoutent-elles dans le courrier. Les organisations bretonnes estiment que la **crise sanitaire** impose « un retour brutal à des priorités que nous avons perdu de vue : un système de santé et un appareil de production alimentaire qui soient en capacité de répondre aux besoins de 67 millions de Français confrontés à une crise sanitaire majeure ».

Ainsi, elles appellent le président de la République à prendre des mesures afin de « **protéger les agriculteurs** et les entreprises alimentaires françaises contre les organisations qui les attaquent impunément au nom d'une idéologie radicalisée ».

Libérer l'agriculture des « surréglementations »

Elle demande également à **Emmanuel Macron** de « libérer la compétitivité française » des « contraintes de la surréglementation » qui « asphyxient lentement mais sûrement la production et la conduisent à une perte de compétitivité ».

Elles concluent leur courrier en précisant qu'elles ne demandent pas « un blanc-seing pour produire comme bon nous semble » mais qu'elles s'inscrivent « en permanence dans des démarches de progrès qui prennent en compte l'équilibre entre la réalité économique des outils agricoles et alimentaires, le respect de l'homme et de son environnement ainsi que la bientraitance des animaux ».

> À lire aussi : [Compétitivité : en élevage, « la France s'est endormie »](http://www.lafranceagricole.fr/actualites/elevage/competitivite-en-elevage-la-france-sest-endormie-1,12,3067223429.html) (<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/elevage/competitivite-en-elevage-la-france-sest-endormie-1,12,3067223429.html>) (11/03/2020)

M.-A. B.